

Intervention Dominique LANOË au CM de Cachan du 16 novembre 17

À propos du vœu contre baisse des APL

Monsieur le Maire, chers collègues,

Au-delà de la baisse des APL, ce vœu montre la situation préoccupante faite aujourd'hui aux plus fragiles dans notre pays. Un seul chiffre pour souligner l'ampleur de cette situation : Selon la Cour des comptes **6,5 millions de foyers, dont une majorité sous le seuil de pauvreté**, sont concernés par la baisse mensuelle des aides aux logements. C'est plusieurs milliers de Cachanais qui sont concernés !

Cette mesure injuste annoncée durant l'été ne nous a pas surpris de la part d'un gouvernement qui lors de la composition de celui-ci en mai avait « oublié » le ministère du logement dans sa composition provoquant ainsi une vive réaction unanime du mouvement HLM en passant par des associations comme « droit au logement ». « Erreur » très vite rectifiée.

Pas très surpris non plus car l'actuel Président de la république lorsqu'il était ministre des finances dans le gouvernement précédent s'était déjà attaché dans sa loi Macron de 2014 dite "pour la croissance et l'activité" à remettre en cause quelques principes positifs de la loi ALUR. Je résume très rapidement les principales dispositions et critiques de cette première loi Macron sur le logement :

- La simplification de l'application dans le temps de la loi Alur
- Le développement du logement intermédiaire au détriment du logement social
- La remise en cause de la protection des locataires menacés d'une vente à la découpe

Dans cette continuité, c'est aujourd'hui une nouvelle offensive libérale. Comment ne pas voir dans les propos du ministre de la cohésion de territoires Jacques Mézard lorsqu'il nous dit que le système des aides aux logements "*a notamment comme effet pervers de faire augmenter les loyers, au plus grand bénéfice des propriétaires*" les relents de l'idéologie Malthusienne du 19<sup>ème</sup> siècle : « Aider les pauvres c'est enfreindre la loi naturelle... »

C'est avec conviction que les élus de Cachan Ensemble voteront ce vœu dénonçant les conséquences néfastes de ce nouveau projet gouvernemental. Nous l'approuvons d'autant plus que la majorité municipale à l'origine de ce vœu a pris en compte notre observation visant à élargir le soutien du Conseil municipal aux associations de locataires et caritatives qui s'investissent et œuvrent fortement sur ce sujet du logement social.

Nous serons d'ailleurs à leur côté pour manifester le 23 Novembre devant le sénat au moment du vote du projet de loi de finances.